



Autorisation de voirie n°AT2024.110 portant permis de stationnement

59 AVENUE DES BONSHOMMES
LE 07/05/2024
MADAME CAMILLE THOS

Monsieur le Maire de la commune de L'Isle-Adam

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques

Vu le Code de la voirie routière

Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

Vu l'arrêté portant délégation de signature à la date du 29/05/2020.

Vu la demande en date du 25/04/2024 par laquelle Mme THOS CAMILLE demeurant 59 AVENUE DES BONSHOMMES 95290 L'ISLE ADAM demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- installation d'une benne dans le cadre de travaux AVENUE DES BONSHOMMES

Vu l'arrêté Municipal AP 2013/04 DU 5 avril 2013, règlementant les horaires de chantiers

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le bénéficiaire (Mme THOS CAMILLE) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

Du 59 AVENUE DES BONSHOMMES

- le 07/05/2024, installation d'une benne dans le cadre de travaux.
 - Nombre de places de stationnement neutralisées : 2 place(s) de stationnement

Article 2 - Prescriptions particulières

La circulation des piétons devra être maintenue en toutes circonstances, soit par l'aménagement d'un passage piétonnier libre de tout obstacle, protégé et continu, d'une largeur d'au moins 1.40 mètres le long des emprises, ou de 0.90 mètre si l'environnement ne le permet pas, soit par la mise en place d'une déviation des piétons, sur la chaussée avec un passage de 0.90 mètre, ou sur le trottoir opposé.

Le stationnement de la benne se fera sur deux places de stationnement rue des Bonshommes à L'Isle-Adam ;

Le stationnement de la benne ne devra pas gêner la circulation des piétons et des véhicules ;

Le stationnement de la benne ne devra pas stationner devant un commerce ;

La benne sera entourée par des barrières solides signalant sa présence et éclairée la nuit jusqu'à son enlèvement complet ;

Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier au moins 48 heures avant le début des travaux ;

La signalisation de l'occupation du domaine public sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation ;

La fourniture, la mise en place, l'entretien des panneaux et les barrières sont à la charge du pétitionnaire ;

Le non respect d'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension de la présente autorisation ;

La réservation de stationnement et la signalisation provisoire conforme au code de la route est à la charge du pétitionnaire et devra être mise en place au minimum 7 jours avant le début des opérations sollicitées.

Le présent arrêté sera également affiché de façon lisible durant toute la durée du chantier.

Article 3 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

Article 5 - Remise en état des lieux

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et

ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article 6 - Validité, renouvellement et remise en état

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

COMMUNE DE L'ISLE-ADAM, LE 29/04/2024

Pour le maire et par délégation, L'adjoint
Morgan TOUBOUL



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.